



Madame la Préfète,
Monsieur le Président du Conseil Départemental,
Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

En préambule, la FSU24 souhaite exprimer son incompréhension et sa très grande réserve quant à l'injonction faite aux collèges de commander des denrées alimentaires en dehors du groupement EPLE Nord-Dordogne par Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Dordogne dans son courrier (n°courrier 2018-sc311).

Les équipes des collèges ne jugent pas raisonnable qu'une collectivité qui, jusque-là, s'est attachée à favoriser un dialogue constructif et respectueux, s'autorise une telle ingérence dans l'autonomie des Établissements Publics Locaux d'Enseignement.

Les adjoints-gestionnaires de la FSU formulent le vœu que ce courrier ne présage pas une nouvelle forme de communication violente et unilatérale de la part du Conseil Départemental de la Dordogne, mais soit plutôt le fait d'une incompréhension mutuelle, d'un malentendu qu'il serait aisé de dissiper.

Vendredi dernier, dans un contexte de mobilisations des collègues, des élus, des parents, le CDEN ne s'est pas tenu, faute de quorum. En effet, de nombreuses mesures de carte scolaire génèrent incompréhension et sentiment de révolte. C'est la raison pour laquelle nous avons assisté à cette mobilisation légitime. La FSU était partie prenante et instigatrice de cette mobilisation. Nous avons fait notre travail syndical d'information et de défense du Service Public, en toute indépendance, pour le bien collectif. Depuis quelques mois, les tirs ciblés, les soupçons de malhonnêteté intellectuelle, d'agitateurs, d'incendiaires en direction de notre fédération se multiplient et ce non-respect de l'expression militante est inacceptable. Nous sommes indépendants de tout pouvoir et surtout opposés à toute forme de cogestion. L'école, c'est le bien public et l'affaire de tous, mais nous n'avons pas vocation à partager la pénurie.

Mesdames et messieurs, notre dotation Zéro est la résultante du choix de budget que la nation octroie à l'Éducation de nos enfants. L'espace rural libéré par les fermetures de classes pourra toujours être valorisé par des sessions de chasses présidentielles. L'école française investit peu à peu le bas des tableaux comparatifs européens. La France aura beaucoup d'efforts à produire en termes d'investissement, de créations de postes, de formation des enseignants. Oui, les effectifs baissent dans notre département... Mais la misère économique et sociale générée par des décennies de politique libérale, elle, ne baisse pas mais s'accroît !

Vous savez toutes et tous dans cette assemblée qu'à la FSU, nous défendons tous les postes et dénonçons toutes les injustices car nous portons l'ambition de la réussite de tous les élèves. Pour cette raison, depuis notre création, la FSU porte le projet des « Plus de maîtres que de classes » et sa mise en place depuis 2013 avait l'assentiment de toute la profession. Chaque gouvernement doit laisser son empreinte... Ce dernier souhaite le dédoublement des CP en éducation prioritaire... Pourquoi pas ? Mais

certainement pas au détriment de la quasi disparition du dispositif « PMQC ». Ce que l'institution a défendu, les cinq années passées, deviendrait subitement inefficace et inopérant. Les collègues se sont investis, ils ont fait évoluer leurs pratiques à plusieurs. Les projets sont annulés alors même que les bilans ne sont pas établis. Mais comment ces choix politiques peuvent-ils être crédibles aux yeux des collègues et des familles ?

Dans quatre ans, maximum, nous aurons une autre nouveauté ! Quel manque de perspective tant notre projet éducatif est intimement connecté au temps politique. Quel mépris affiché pour le travail enseignant, l'investissement des élèves, et l'adhésion des familles et des communes aux nouveaux projets des écoles !

En pleine opération de carte scolaire, nous avons appris le départ de Mme la DASEN. Nous ne commenterons pas cette décision. Nous, à la FSU, en Dordogne comme ailleurs, resterons debout, fidèles à nos valeurs, loyaux pour les collègues que nous représentons. La loyauté est une qualité que Mme la DASEN avait mise en valeur dans les appréciations portant sur le travail des collègues du premier degré passant à la classe exceptionnelle. Notre loyauté va à nos collègues, à nos élèves et à leurs familles et au Service Public d'Éducation, parce que nous sommes certains que tous, et partout, ont droit à une éducation et un enseignement de la meilleure qualité.

Par ailleurs, nous contestons la dotation allouée aux collèges. Sa forte baisse ne permet pas de répondre aux besoins réels des établissements qu'ils soient en REP, SEGPA ou ailleurs. La régulation opérée par vos services se fait au détriment des élèves fragiles et à profil particulier. Ne l'avions nous pas annoncé au moment de la mise en place de la réforme des collèges pour alerter la communauté éducative. Neuf collèges n'avaient pas d'ajustements à la rentrée 2017, 18 n'en auront plus pour la rentrée 2018. La FSU pense pouvoir prévoir dorénavant et déjà les dotations pour la rentrée à venir.

Nous poursuivrons notre combat pour l'École, pour la défense de tous les services publics, au plus près des citoyens, sur l'ensemble du territoire.

Les représentants de la FSU